

[Texte]

We do not really expect very much support for the concept of a national trading corporation. Our members, by and large, feel that there is too much government interference in the marketplace. We had a majority of them vote against programs such as the employment tax credit program, even though Mr. Axworthy will tell you that 76 per cent of the firms that use that program were in the small-and medium-sized sector.

The feeling among our membership and among small business communities in general is that there is just too much government involvement; we do not need any more programs, we do not need any more Crown corporations. The one Crown corporation they would like to see established is a post office crown corporation, and they would like to see it with one contract anniversary date so that we would not have four bargaining groups in there and a potential four strikes a year.

In terms of priorities, as we say, we do not feel a national trading corporation is a priority, and the Prime Minister obviously feels that it is not one of his priorities, he called the House back to Ottawa today to talk about the constitution. Our members would prefer you talked about the Public Service Alliance clerical strike.

Another reason we do not feel that a Crown corporation is much of a priority is that in a press release dated September 11, the Minister of State for Trade stated that the Canadian Commercial Corporation was already aiding small exporters, they are already dealing government-to-government. He said that there were over 2,800 active contracts involving 300 Canadian firms. What we want to know is why there should be a priority to spend any more of the taxpayer's money setting up another government body.

In terms of what is a priority, the Hatch Committee report has recommended an export development board made up mainly of private sector representatives who would work with EDC, the CCC, the Trade Commissioner Service and all the rest of the arms and agencies that the federal government already has, and hopefully some of the provincial ones, as well, because their export agencies seem to be proliferating.

We understand that the representatives have already been chosen, they have gone through the political screening process. In terms of priorities, I would say that a priority would be to finalize the appointments and have them get on with their job rather than talking about setting up another agency.

• 0915

The main priority in terms of helping small-and medium-sized firms is the availability of financing. As we told the Hatch Committee, EDC has not had a very good track record in terms of dealing with small firms. Its success in dealing with Candu reactors and financing some big pulp mill sales and

[Traduction]

Nous ne nous attendons pas vraiment à ce que nos membres appuient le principe d'une société nationale du commerce. Dans l'ensemble, ces derniers estiment que le gouvernement s'ingère trop dans les marchés. La majorité de nos membres avaient voté contre des programmes tels que le programme de crédit d'impôt à l'emploi, même si M. Axworthy vous dira que 76 pour cent des entreprises qui bénéficient de ce programme sont de petite et moyenne envergure.

Nos membres et les petites entreprises en général estiment que l'ingérence du gouvernement est simplement trop marquée; nous n'avons pas besoin d'autres programmes, ni de sociétés de la Couronne. La seule société de la Couronne qui, selon eux, devrait être créée, est une société des postes, régie par une convention collective unique expirant à une date donnée, de sorte que la société ne regrouperait pas quatre groupes de négociation et ne ferait plus face à quatre grèves possibles chaque année.

En ce qui concerne l'ordre de priorité, comme nous le disions, nous ne croyons pas qu'une société nationale du commerce constitue une priorité, et le Premier ministre estime lui aussi, de toute évidence, que la question n'est pas prioritaire: il avait rappelé les députés à Ottawa pour aborder la question de la constitution. Nos membres préféreraient que vous parliez de la grève des commis relevant de l'Alliance de la Fonction publique.

Un autre motif qui étaye notre sentiment est le suivant: dans un communiqué de presse en date du 11 septembre dernier, le ministre d'État au Commerce a déclaré que la Corporation commerciale canadienne aide déjà les petits exportateurs, et déjà, conclut des ententes directement avec d'autres gouvernements. Il a déclaré que plus de 2 800 contrats visant 300 sociétés canadiennes avaient été conclus. Nous aimerions savoir en quoi le fait de dépenser une plus grande partie de l'argent des contribuables pour créer un autre organisme gouvernemental constitue une priorité.

En ce qui concerne l'établissement des priorités, le Comité Hatch recommandait dans son rapport la création d'un conseil pour l'expansion des exportations composé principalement de représentants du secteur privé qui travailleraient de concert avec la SEE, la CCC, le service des délégués commerciaux et tous les autres organismes et services dont dispose déjà le gouvernement fédéral et, espérons-le, avec certains organismes provinciaux dans le domaine des exportations, étant donné qu'il semble y avoir une prolifération de ces derniers.

Nous croyons savoir que les représentants ont déjà été choisis, ils ont été soumis au processus de sélection politique. Pour en revenir à l'établissement de l'ordre de priorité, selon moi, il conviendrait de confirmer leur nomination et de veiller à ce qu'ils se mettent au travail plutôt que de discuter de la création d'un autre organisme.

Lorsqu'il s'agit d'aider les entreprises de petite et de moyenne envergure, la priorité devrait être accordée au financement disponible. Comme nous l'avons déclaré devant le Comité Hatch, la SEE n'a guère eu de succès dans ses relations avec de petites entreprises. Elle semble avoir connu